

Veille ABJ du 02 novembre 2022

Brésil

Election présidentielle au Brésil : la joie des partisans de Lula après la victoire sur le fil de leur champion face à Bolsonaro

Le Monde - Bruno Meyerfeld (Rio de Janeiro, correspondant), Anne Vigna (Brasilia, envoyée spéciale) et Angeline Montoya (Sao Paulo, envoyée spéciale) - Publié le 31 octobre 2022 à 14h42

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/31/election-presidentielle-au-bresil-la-joie-des-partisans-de-lula-apres-la-victoire-sur-le-fil-de-leur-champion-face-a-bolsonaro_6147993_3210.html

Le champion de la gauche obtient 50,9% des suffrages au terme d'une journée de vote pleine de tensions.



Des partisans célèbrent la victoire de Lula à l'élection présidentielle brésilienne, à Sao Paulo, au Brésil. FRANCISCO PRONER /VU' POUR « LE MONDE »

C'est une longue attente, inquiète et silencieuse, qui s'achève dans un cri de joie. La nuit est tombée, et voilà trois bonnes heures que les bureaux de vote ont fermé au Brésil. De Rio à Sao Paulo en passant par le Nordeste et l'Amazonie, les partisans de la gauche, vêtus de rouge, s'assemblent dans les bars et les places publiques, les yeux rivés sur les écrans de télévision, diffusant en direct le décompte des résultats. Tout cela est long, éprouvant. Quand soudain, le verdict tombe. Et le Brésil chavire dans l'allégresse.

L'ancien président et candidat de la gauche Luiz Inacio Lula da Silva a remporté ce dimanche 30 octobre le second tour de l'élection présidentielle brésilienne face au chef de l'Etat sortant d'extrême

droite, Jair Bolsonaro. Avec 50,9% des voix, le leader du Parti des travailleurs (PT) n'a obtenu qu'une courte victoire sur son adversaire, qui totalise 49,1% des suffrages. Suffisamment, cependant, pour la rendre incontestable.

Des heures durant, les lulistes ont refusé d'y croire. Dès 18h45, leur champion passe en tête. Mais, sur la place Cinelandia, dans le centre de Rio, les visages demeurent fermés. « *La tension fait partie de l'émotion !* », plaisante un jeune homme d'origine japonaise, recouvert d'autocollants « *Lula* ». Chaque petit pourcentage grappillé sur Jair Bolsonaro est salué par un tonnerre d'applaudissements anxieux et de chants « *Olé, olé olé ola, Lula, Lula !* ».

Il faudra attendre 20 heures et l'annonce officielle des résultats pour que la joie éclate dans la nuit. Dans le ciel claquent des feux d'artifice rougeoyant. Des inconnus pleurent et s'enlacent de toutes leurs forces. « *C'est le jour le plus heureux de l'histoire récente du Brésil !* », s'émeut Leonardo, réalisateur de 30 ans, venu faire la fête sur l'avenue Paulista de Sao Paulo. A quelques mètres, Francili, une coiffeuse quadragénaire, s'écrie : « *C'est l'amour qui a gagné, vous comprenez ? L'amour !* »

Election de Lula au Brésil : un soulagement planétaire

Éditorial Le Monde - Publié le 31 octobre 2022 à 17h49

https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/10/31/election-de-lula-au-bresil-un-soulagement-planetaire_6147989_3232.html

L'étroitesse de la victoire du candidat à la présidentielle face à Jair Bolsonaro dit combien la tâche est immense, tant le bolsonarisme est désormais ancré au Congrès ainsi que dans de nombreux Etats du géant sud-américain.

La démocratie a parlé au Brésil. Dimanche 30 octobre, elle a congédié le président sortant, Jair Bolsonaro, après un mandat de tumulte et de fureur, illustré par une gestion catastrophique de la pandémie de Covid-19, le saccage de l'Amazonie, les attaques contre la démocratie et un flot continu de déclarations racistes, sexistes et homophobes. Il reste désormais à ce responsable d'extrême droite, muet au soir de l'élection, une dernière obligation due à son pays : reconnaître publiquement sa défaite et préparer une alternance pacifique au sommet de l'Etat.

Le plus tôt sera le mieux, il ne faudrait pas que celui qui fut souvent comparé à l'ancien président des Etats-Unis Donald Trump l'imité une dernière fois en se lançant dans une contestation des résultats qui mettrait à l'épreuve les institutions. Le temps d'une campagne délétère et particulièrement virulente est passé. Place désormais à celui des défis qui attendent le vainqueur, Luiz Inacio Lula da Silva.

L'étroitesse de la victoire de ce dernier, qui effectue, à 77 ans et après un passage en prison, l'un des plus spectaculaires retours au pouvoir jamais réalisés dans une puissance de la taille du Brésil, dit combien la tâche est immense. Alors qu'un triomphe lui avait été prédit initialement, l'ancien syndicaliste a dû se battre bec et ongles pour arracher les voix qui lui ont permis finalement de devancer Jair Bolsonaro.

Lula avait pourtant cru avoir mis de nombreux atouts dans son jeu, à commencer par la volonté de dépasser son ancrage politique d'origine, la gauche identifiée au Parti des travailleurs dont il a été l'un des fondateurs et la figure de proue. Face au président sortant, il se présentait de fait à la tête d'une large coalition ouverte à des centristes et même à des conservateurs, un front élargi qui a reçu de nouveaux soutiens entre les deux tours de scrutin.

Ce dépassement était sans doute indispensable, mais il n'a pas empêché l'enracinement d'un populisme agressif et le passage d'un bolsonarisme militant à un bolsonarisme institutionnel, ce que confirme ce second tour de l'élection.

Alors que la campagne présidentielle a mis en évidence la vulnérabilité du pays aux contre-vérités véhiculées par les réseaux sociaux et l'influence de pasteurs évangéliques ultraconservateurs, ce bolsonarisme est désormais présent en force au Congrès du Brésil, ainsi que dans de nombreux Etats du géant sud-américain, à commencer par le plus riche, celui de Sao Paulo, qui sera désormais dirigé par un ancien ministre du président battu.

Dans son discours, Lula a promis de restaurer la « paix » et l'« unité », mises à mal par le mandat en cours, qui s'achèvera le 1^{er} janvier 2023. Il s'est également engagé à lutter contre une pauvreté grandissante et contre la faim qui a fait son retour, à replacer le respect de l'environnement au cœur de son action et à redonner au Brésil toute sa place sur la scène internationale. Sa grande expérience politique ne sera pas de trop pour surmonter les obstacles.

A son crédit, il sera à l'unisson d'un continent sud-américain où le progressisme de gauche a effectué des percées historiques au cours des derniers mois, du Chili à la Colombie. Lula pourra également compter sur le soutien de nombreux pays, des Etats-Unis à l'Europe, particulièrement préoccupés par le sort d'une Amazonie que Jair Bolsonaro a livrée à une exploitation sans limite. A quelques jours de la conférence sur le climat prévue en Egypte, son élection sonne en effet comme un soulagement planétaire.

Pour gouverner le Brésil, Lula devra négocier et construire des alliances

Le Monde - Bruno Meyerfeld (Rio de Janeiro, correspondant), Angeline Montoya (Sao Paulo, envoyée spéciale) et Anne Vigna (Brasilia, envoyée spéciale) -Publié le 01 novembre 2022 à 15h49

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/01/au-bresil-lula-voit-sa-marge-de-man-uvre-reduite_6148082_3210.html

Avec un Congrès conservateur, le président élu disposera d'une marge de manœuvre réduite pour son troisième mandat.



Lula s'adresse à la foule rassemblée sur l'avenue Paulista, à Sao Paulo, après l'annonce de sa victoire à l'élection présidentielle brésilienne, le 30 octobre 2022. FRANCISCO PRONER / VU POUR « LE MONDE »

Le triomphe de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva, dimanche 30 octobre, célébré dans le monde entier comme celui de la démocratie sur l'extrême droite et l'autoritarisme, est historique à bien des égards. Après deux mandats consécutifs entre 2003 et 2011 et cinq cent quatre-vingts jours en prison, Lula revient au pouvoir pour un troisième mandat, du jamais-vu au Brésil.

C'est pourtant une victoire en demi-teinte. Le faible écart de voix avec son rival, Jair Bolsonaro, la victoire de candidats bolsonaristes dans de nombreux Etats et la composition du Congrès issu des législatives du 2 octobre placent l'ancien syndicaliste métallo dans une position inconfortable. Cette situation pourrait fortement limiter sa marge de manœuvre et faire de ce troisième mandat un chemin semé d'embûches.

Le président élu devra ainsi d'abord composer avec le fait que 14 des 27 gouverneurs du pays seront dans l'opposition, dont les Etats de Sao Paulo, de Rio et du Minas Gerais, qui abritent plus du tiers de la population. Au Congrès, ensuite, les partis alliés à Bolsonaro ont élu 187 députés (dont 99 pour le seul Parti libéral du président sortant, qui devient la première force de la chambre basse), soit 36% des 513 sièges. En face, le Parti des travailleurs et ses alliés disposeront de 108 sièges (21 %).

Pendant quatre ans, le bolsonarisme s'est consolidé, bien au-delà de la seule figure de son chef de file, et est devenu une vraie force politique que Lula ne pourra pas ignorer. « *Le Brésil est beaucoup plus conservateur*, souligne Mauricio Santoro, chercheur attaché à l'université d'Etat de Rio de Janeiro, *et Lula devra faire face à une forte opposition de droite bien organisée, avec une capacité de mobilisation dans la rue.* »

Une situation bien différente de celle qui prévalait lors de ses deux premiers mandats, quand Lula devait surtout affronter le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), qui respectait les règles démocratiques. « *On était heureux quand nos opposants étaient le PSDB, et on ne le savait pas* », a souvent répété Lula pendant la campagne. « *On assiste au remplacement, au Congrès, de cadres traditionnels du centre droit et du "Centrao" [agrégat de formations politiques de centre sans idéologie marquée] par des influenceurs de YouTube et de Twitter, dont la culture est celle de l'exhibitionnisme et de la confrontation permanente* », souligne Mathias Alencastro, chercheur au Centre brésilien d'analyse et de planification.

Au Brésil, face au risque de chaos, Bolsonaro sort du silence et joue l'apaisement

Le Monde - Anne Vigna (Brasilia, envoyée spéciale), Angeline Montoya (Sao Paulo, envoyée spéciale) et Bruno Meyerfeld (Rio de Janeiro, correspondant) - Publié le 02 novembre 2022 à 10h07

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/02/au-bresil-face-au-risque-de-chaos-bolsonaro-sort-du-silence-et-joue-l-apaisement_6148165_3210.html

Après près de quarante-huit heures de mutisme depuis l'annonce du résultat de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat a promis « de respecter tous les commandements de [la] Constitution », sans reconnaître formellement sa défaite.

Il a descendu à vive allure la rampe rouge qui mène au salon doré du palais de l'Alvorada, suivi par une vingtaine de ministres et de proches. Près de quarante-huit heures de silence après sa défaite à l'élection présidentielle du 30 octobre, Jair Bolsonaro a enfin daigné, mardi 1^{er} novembre, s'adresser à la nation, de sa résidence officielle de Brasilia. Alors qu'un orage obscurcissait brusquement le ciel, le visage fermé et les mâchoires serrées, le président du Brésil a chaussé ses lunettes et lu son discours mot à mot, ne levant guère les yeux vers la centaine de journalistes qui l'attendaient depuis plus d'une heure. L'allocution a duré moins de deux minutes. Jamais il ne prononça le nom de son adversaire de gauche, Luiz Inacio Lula da Silva, ni ne reconnut explicitement sa défaite.

Jair Bolsonaro a commencé par remercier les « 58 millions de Brésiliens » qui ont voté en sa faveur, avant d'évoquer la mobilisation de ses partisans qui, depuis dimanche soir, ont bloqué des centaines d'axes routiers à travers tout le pays pour contester les résultats du scrutin. Le président sortant n'a pas souhaité les accabler. Contraint et forcé, Jair Bolsonaro a finalement promis « *de respecter tous les commandements de [la] Constitution* ». Puis il s'en est allé, d'un pas plus rapide encore, applaudi par ses ministres et ignorant les journalistes qui l'interpellaient d'un : « *Président, vous allez enfin reconnaître la défaite ?* »

Au-delà de la manœuvre, et malgré ses ambiguïtés et sa brièveté, l'allocution a envoyé des signaux globalement positifs. « Bolsonaro a dit qu'il respecterait la Constitution et s'est prononcé contre les manifestations violentes. C'est un grand pas. Il ne pouvait pas aller jusqu'à reconnaître la victoire de Lula et le féliciter. Cela aurait été un saut trop grand par rapport à sa base militante », estime Mayra Goulart, politiste et professeure à l'université fédérale de Rio de Janeiro.

Présidentielle au Brésil : la victoire de Lula "est un très bon signal" pour la planète, selon une économiste de l'environnement

Franceinfo - Publié le 31/10/2022 à 09h22

https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/amazonie/presidentielle-au-bresil-la-victoire-de-lula-est-un-tres-bon-signal-pour-la-planete-selon-une-economiste-de-l-environnement_5449987.html

Pour Catherine Aubertin, c'est une bonne nouvelle pour l'Amazonie et la planète, car "le projet de Lula, c'est tout d'abord de rétablir le dialogue et la participation des sociétés à l'élaboration des politiques".

Luiz Inacio Lula da Silva, dit Lula, a remporté le second tour de l'élection présidentielle au Brésil, avec 50,9% des voix face au président sortant, Jair Bolsonaro. "C'est un très bon signal" pour la planète, déclare Catherine Aubertin, économiste de l'environnement, lundi 31 octobre sur franceinfo.

Pour Catherine Aubertin, c'est une bonne nouvelle pour l'Amazonie et la planète, car *"le projet de Lula, c'est tout d'abord de rétablir le dialogue et la participation des sociétés à l'élaboration des politiques"*. D'après l'économiste à l'environnement et directrice à l'Institut de recherches pour le développement (IRD), le président sortant Jair Bolsonaro a fait tout le contraire pendant son mandat à la tête du Brésil. *"Il a vraiment fermé tous les espaces de gouvernance que le gouvernement de Lula avait ouvert, c'est-à-dire tous les conseils concertation avec la société civile, le Conseil national de l'environnement. Ça touche directement aussi le Fonds amazonien : le comité de gestion du Fonds est paralysé par le scénario depuis quatre ans. Ce blocage du président Bolsonaro a privé les défenseurs de l'Amazonie d'un milliard de dollars"*, rappelle Catherine Aubertin.

Lors de son mandat, *"Bolsonaro a coupé les vivres à tous les organes d'État de l'environnement. Que ce soit la police de l'environnement qui ne pouvait plus mettre d'amende, l'ICMbio (Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité) qui gérait les unités de conservation, n'avait plus son mot à dire."* Lula de son côté a déjà envoyé un signal important. *"Il s'est engagé à créer un ministère des peuples autochtones"*.

Celle qui travaille au Muséum national d'Histoire naturelle espère que Lula va aussi *"remettre sur pied le Plan de prévention de contrôle de la déforestation de l'Amazonie, qu'il avait mis en place en 2004"*. Il se traduisait par un plan coordonné par des ministères, des partenariats entre les États fédérés, la société civile. *"Ces instances de dialogue vont pouvoir agir de nouveau."*

Mais rien n'est encore gagné, prévient Catherine Aubertin. L'économiste rappelle que le Brésil est une fédération de sept États. *"Parmi les États amazoniens, il n'y a que l'État du Pará et le Maranhão qui ont des gouverneurs qui soutiennent Lula"*.

Surtout que la priorité de Lula n'est pas l'écologie. C'est "*le combat contre la faim*", indique la directrice de recherches à l'IRD, "*Ensuite rétablir le dialogue avec la société, après l'international et l'environnement.*"

De plus, l'Amazonie, qui est un symbole environnemental très important à l'international, l'est moins au Brésil d'après Catherine Aubertin : "*C'est une région éloignée. C'est 10% du PIB. Moins de 10% de la population*".

Colombie

La visite du président colombien à Caracas marque le retour du Venezuela dans le jeu diplomatique latino-américain

Le Monde - Marie Delcas (Bogota, correspondante) - Publié le 02 novembre 2022 à 15h14

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/02/la-visite-du-president-colombien-petro-a-caracas-marque-le-retour-du-venezuela-dans-le-jeu-diplomatique-latino-americain_6148224_3210.html

Voir aussi l'article au chapitre « [Venezuela](#) ».

Gustavo Petro a été reçu en grande pompe, mardi, par son homologue vénézuélien Nicolas Maduro. La rencontre, une première en six ans, fait suite au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues en 2019.



Le président colombien Gustavo Petro (à gauche) et le président vénézuélien Nicolas Maduro, au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas, le 1^{er} novembre 2022. FEDERICO PARRA / AFP

Tapis rouge, garde présidentielle et même sapins de Noël : le président colombien Gustavo Petro a été reçu en grande pompe au Palais de Miraflores, à Caracas, mardi 1^{er} novembre, par son homologue vénézuélien Nicolas Maduro. C'était la première fois, depuis six ans, qu'un chef d'Etat colombien faisait le voyage au Venezuela. Et cela faisait onze ans qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait été reçu au palais présidentiel.

Cette rencontre de mardi fait suite au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues en 2019, et à la réouverture officielle de leur frontière en septembre. Elle marque – au

lendemain de la victoire d'Ignacio « Lula » da Silva au Brésil – le retour du Venezuela dans le jeu diplomatique latino-américain.

Entre la Colombie, alliée historique des Etats Unis, et le Venezuela « bolivarien », les relations n'ont jamais été faciles. L'arrivée au pouvoir en août de Gustavo Petro a changé la donne.

Le premier président de gauche de l'histoire de la Colombie ne conteste pas la légitimité de M. Maduro, alors que son prédécesseur, Ivan Duque, s'était aligné sur les Américains qui, en 2019, tentaient de porter au pouvoir l'opposant Juan Guaido, autoproclamé « *président par intérim* » du Venezuela. Sans succès.

Critiquée des deux côtés de la frontière par l'opposition de droite, la réunion au sommet a duré trois heures. MM. Petro et Maduro ont parlé relations consulaires, échanges commerciaux, migrants, sécurité, énergie et environnement. « *Après six ans de vide politique, les sujets ne manquent pas* », avait souligné le président colombien au moment de monter dans l'avion militaire qui allait le conduire à Caracas.

A l'issue de leur réunion, les deux dirigeants ont souligné l'importance des « *liens historiques* » entre leurs deux pays – qui partagent une frontière longue de 2200 kilomètres – et le « *destin commun* » qui les unit.

Gustavo Petro était attendu sur le sujet des droits de l'homme. Après avoir rappelé son engagement en faveur de la « *construction démocratique du continent américain* », le chef de l'Etat colombien a publiquement demandé à son homologue vénézuélien de réintégrer le système interaméricain des droits humains. Nicolas Maduro s'est dit « *très réceptif* » à l'« *intéressante question évoquée par le président Petro* ». Mais il n'a pas donné plus de précision sur ses intentions à venir.

En Colombie, le président Gustavo Petro engage une ambitieuse réforme agraire

Le Monde - Marie Delcas (Bogota, correspondante) - Publié le 27 octobre 2022 à 16h00

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/27/en-colombie-le-president-gustavo-petro-engage-une-ambitieuse-reforme-agraire_6147579_3210.html

Le nouveau chef d'Etat, et premier dirigeant de gauche du pays, a la ferme intention de mener à bien ce processus, l'une des conditions de la « paix totale » dans un pays où 1% des exploitations accaparent 80% des terres cultivables.

En Colombie, une vache dispose de plus de terre pour brouter qu'un paysan n'en possède pour nourrir sa famille. La ministre de l'agriculture, Cecilia Lopez, vient encore de le rappeler. L'élevage extensif s'étend sur 39 millions d'hectares, l'agriculture – industrielle et paysanne – n'en occupe que sept millions. Et, de source officielle, 1% des exploitations accaparent 80% des terres cultivables du pays. Au pouvoir depuis début août, le premier président de gauche du pays, Gustavo Petro, est convaincu que cette très grande iniquité est au cœur des problèmes du pays et de sa violence.

Consacré à la question agraire, le premier chapitre de l'accord de paix signé en 2016 avec le grand mouvement de guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) prévoyait la distribution de trois millions d'hectares. Mais le gouvernement de droite d'Ivan Duque (2018-2022) a sabordé sa mise en œuvre. Gustavo Petro entend, lui, respecter les engagements pris par l'Etat. La réforme agraire est la condition de la « *paix totale* » que le nouveau président a la ferme intention de mettre en œuvre.

Dans ce territoire grand comme deux fois la France et fracturé par trois cordillères imposantes, se faire une idée de l'état du cadastre constitue le premier des défis. Selon une estimation officielle, 65% des terres ne font l'objet d'aucun titre de propriété formel. Le gouvernement a promis de « *formaliser* »

700 000 hectares cette année et sept millions d'hectares en quatre ans. Délivrer des titres de propriété aux communautés paysannes, indiennes ou afro-descendantes qui les occupent est une opération techniquement complexe et coûteuse.

Par ailleurs, le gouvernement s'est engagé à acheter trois millions d'hectares de terres cultivables. Un accord en ce sens a été conclu début octobre avec la puissante Fédération des éleveurs (Fedegan). Le texte a fait l'effet d'une bombe. Pour la première fois, ce sont les grands propriétaires qui s'engagent à « *faciliter un processus qui doit conduire à la réforme agraire intégrale* », s'est réjoui le sénateur de gauche Ivan Cepeda.

La photo de Gustavo Petro et du président de la Fedegan, José Felix Lafaurie, paraphant le document, a eu valeur de symbole : le premier a commencé sa carrière dans la guérilla, le second est soupçonné d'accointances dans le passé avec les milices d'extrême droite. M. Lafaurie s'est, lui aussi, félicité de l'accord « *qui va apporter une grande tranquillité au monde rural* ». Durant la campagne électorale, Gustavo Petro avait promis de ne procéder à aucune expropriation.

Cocaïne : en Colombie, la culture de la coca atteint un niveau historiquement haut

Le Monde - Publié le 21 octobre 2022 à 07h14

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/21/cocaine-en-colombie-la-culture-de-la-coca-atteint-un-niveau-historiquement-haut_6146721_3210.html

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et la criminalité, 204 000 hectares de plantations de feuilles de coca ont été recensés dans le pays en 2021, en augmentation de 43% par rapport à 2020. La production de cocaïne est également en hausse.



Un cultivateur de coca, à Catatumbo, dans le département de Norte de Santander, en Colombie, le 20 août 2022. RAUL ARBOLEDA / AFP

C'est le plus haut niveau enregistré par l'ONU depuis qu'elle a commencé le suivi de la production de coca en 2001. En Colombie, 204 000 hectares ont été consacrés à la plantation de feuilles de coca en 2021. Selon le rapport annuel de l'Office des Nations unies contre la drogue et la criminalité (ONUDC),

publié jeudi 20 octobre, il s'agit d'une « *augmentation de 43%* » par rapport à 2020. La Colombie est de loin le plus grand producteur mondial, devant le Pérou et la Bolivie.

Parallèlement à la culture des feuilles de coca, la production de la cocaïne, convoyée vers les Etats-Unis, plus grand consommateur au monde, et l'Europe, est également en hausse, passant de 1 010 tonnes à 1 400 tonnes. Pour l'ONU, c'est une « *tendance à la hausse qui se consolide depuis 2014* », malgré l'intense répression menée contre les narcotrafiquants.

L'ONU souligne que l'augmentation des surfaces plantées et de la production de cocaïne est principalement due à la « *vulnérabilité territoriale* », à « *l'augmentation de la demande mondiale* » et à la présence d'acteurs armés qui profitent de ce commerce. De quoi conforter le nouveau président de gauche, Gustavo Petro, dans sa volonté de changer de stratégie dans la lutte contre le trafic de cocaïne.

Investi début août, il avait, dès ses premiers discours, estimé qu'il était « *temps d'avoir une nouvelle convention internationale qui accepte que la guerre contre les drogues a échoué* », pour lui préférer une « *politique forte de prévention de la consommation* » dans les pays développés. Il avait réitéré ses propos en septembre à l'Assemblée générale des Nations unies, réclamant « *la fin de la guerre irrationnelle contre la drogue* ».

Le gouvernement colombien peaufine encore sa nouvelle stratégie de lutte contre le trafic, qui exclut la légalisation de la cocaïne, bien que M. Osuna ait estimé qu'« *un jour* » le « *commerce et le trafic* » de la cocaïne devront être réglementés au niveau mondial.

Lors d'une visite, début octobre, à Bogota, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, allié traditionnel de la Colombie en Amérique latine, a dit être « *sur la même longueur d'onde* » que le président Petro « *en ce qui concerne cette approche plus globale* ».

Le président colombien défend les cultivateurs de coca et promet une réforme rurale pour stimuler la production alimentaire et des avantages économiques pour ceux qui abandonnent les cultures illicites. Outre la reddition à la justice des narcotrafiquants en échange d'avantages, le nouveau président colombien ambitionne une « *paix totale* » dans le pays, ravagé par plus d'un demi-siècle de conflit interne alimenté par le juteux trafic de la cocaïne.

La situation économique, y compris le chômage, est la principale préoccupation des Colombiens, dans un pays qui subit les effets de l'inflation mondiale et d'une dévaluation historique de la monnaie locale par rapport au dollar. Mercredi, M. Petro a imputé la crise aux Etats-Unis et à leur politique économique.

Colombie : le Parlement ratifie un accord environnemental latino-américain

Franceinfo avec AFP - Publié le 11/10/2022 à 08:47

https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/colombie-le-parlement-ratifie-un-accord-environnemental-latino-americaain_5410441.html

La ratification de l'accord d'Escazu intervient deux mois après l'arrivée au pouvoir de Gustavo Petro, le premier président de gauche du pays.

L'antenne de WWF à Bogota salue une « *victoire pour la protection des responsables écologistes, pour la nature et pour les territoires* ». Le Parlement de Colombie, l'un des pays les plus dangereux pour les défenseurs de l'environnement, a ratifié lundi 10 octobre l'accord d'Escazu, premier traité environnemental d'Amérique latine.

L'ancien président Ivan Duque avait paraphé cet accord en 2019 mais le corps législatif a attendu trois ans pour le ratifier. Cette ratification intervient deux mois après l'élection de Gustavo Petro, le premier président de gauche du pays. Le chef de l'Etat colombien a d'ailleurs salué cette avancée sur Twitter.

Adopté par 24 pays de la région, dont le Brésil, l'accord d'Escazu a été promulgué en avril 2021 après avoir été ratifié par 12 d'entre eux : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bolivie, Equateur, Guyana, Mexique, Nicaragua, Panama, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie et Uruguay.

Ce texte est le premier au monde à introduire des dispositions pour protéger les droits des défenseurs de l'environnement, cibles de nombreux assassinats en Amérique latine. Il permet en outre aux personnes et aux communautés d'être informées et entendues dans les processus décisionnels qui affectent leurs vies et leurs territoires.

Équateur

En Equateur, les autorités instaurent un état d'urgence après une flambée de violence liée aux cartels

Le Monde avec AFP - Publié le 02 novembre 2022 à 08h06

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/02/en-equateur-les-autorites-instaurent-un-etat-d-urgence-apres-la-mort-de-cinq-policiers_6148141_3210.html

Cinq policiers tués dans la province du Guayas, dans le sud-ouest du pays, et des gardiens de prison pris en otage dans la province d'Esmeraldas, dans le nord-ouest.

Le président équatorien, Guillermo Lasso, a instauré mardi 1^{er} novembre l'état d'urgence dans deux provinces côtières, quelques heures après la perpétration par des gangs de la drogue d'au moins 13 attentats, lesquels ont fait cinq morts et deux blessés parmi les policiers.

« Je déclare l'état d'urgence dans les provinces de Guayas et d'Esmeraldas, et un couvre-feu à partir de 21 heures », a annoncé le chef de l'Etat lors d'un discours diffusé à la radio et à la télévision. Entrée en vigueur immédiatement, la mesure s'étendra sur quarante-cinq jours. La Constitution permet au président de déclarer l'état d'urgence et de faire intervenir l'armée lorsque le pays est confronté à de graves troubles internes.

M. Lasso a affirmé : « Ces actes de sabotage et de terrorisme sont une déclaration de guerre ouverte contre l'Etat de droit, le gouvernement et contre vous tous, les citoyens. »

Les narcotrafiquants, dont certains sont liés aux cartels mexicains, mènent une guerre dans les rues et dans les prisons du pays, où des massacres ont fait près de 400 morts depuis février 2021.

Situé entre la Colombie et le Pérou, plus grands producteurs mondiaux de cocaïne, l'Equateur est passé du statut de pays de transit de drogue à celui d'important centre de distribution vers l'Europe et les Etats-Unis.

En 2021, les autorités ont saisi 210 tonnes de drogues, un chiffre inédit, principalement de la cocaïne. Depuis le début de l'année, les saisies totalisent 160 tonnes.

Mexique

Au Mexique, des milliers de personnes demandent toujours justice pour les 43 étudiants disparus il y a 8 ans à Ayotzinapa

Le Monde avec AFP - Publié le 27 septembre 2022 à 08h09

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/27/l-armee-le-sait-au-mexique-des-milliers-de-manifestants-demandent-justice-pour-les-43-d-ayotzinapa_6143310_3210.html

De nouveaux heurts ont éclaté en fin de cortège dans le centre de Mexico, lundi, malgré l'appel à une marche pacifique formulé par le président Andres Manuel Lopez Obrador, huit ans après le drame.



Des manifestants sur la place Zocalo, à Mexico, le 26 septembre 2022. ALFREDO ESTRELLA / AFP

Des milliers de manifestants ont incriminé l'armée, lundi 26 septembre, à Mexico, lors du huitième anniversaire de la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa, cas emblématique de la « tragédie humaine » des plus de 100 000 disparus dénombrés dans le pays. Les familles des « 43 » ont marché sous une banderole affichant les mots « l'armée le sait », un mois et demi après qu'un rapport officiel a mis en cause les forces armées pour la première fois en huit ans.

« Nous exigeons qu'on enquête sur les militaires, qu'on les punisse, qu'on n'enquête pas seulement sur la délinquance organisée », a déclaré la mère de l'un des jeunes, Blanca Nava. Les étudiants ont disparu dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014 à Iguala, dans l'Etat de Guerrero (sud), où ils s'étaient rendus pour « réquisitionner » des autobus afin d'aller manifester à Mexico.

Selon la première enquête officielle menée sous l'ancien président Enrique Peña Nieto (2012-2018), les 43 jeunes ont été arrêtés par la police locale, de mèche avec le gang Guerreros Unidos. Ils ont ensuite été tués par balles et brûlés dans une décharge pour des raisons qui restent obscures. Seuls les restes de trois d'entre eux ont pu être identifiés.

Le rapport de la Commission pour la vérité Ayotzinapa a conclu en août que les militaires mexicains avaient aussi une part de responsabilité dans ce crime. Le président, Andres Manuel Lopez Obrador, s'est félicité lundi d'avoir rompu « le pacte du silence et de l'impunité ».

L'ex-procureur général Jesus Murillo Karam a été arrêté après la publication du rapport. Il sera jugé par un tribunal pénal pour « *disparitions forcées, torture et obstruction à la justice* ». « *C'est une avancée significative* », a déclaré l'avocat des familles, Vidulfo Rosales, qui dénonce cependant des reculs dans l'enquête, comme l'annulation de 20 mandats d'arrêt à l'encontre des responsables présumés du drame d'Ayotzinapa. Un tribunal mexicain avait émis, à la fin du mois d'août, 83 mandats d'arrêt dans l'affaire des 43 disparus.

Le Mexique a demandé à Israël l'extradition de Tomas Zeron, ex-chef de l'agence d'investigation criminelle sous l'ancien président Enrique Peña Nieto. Il est accusé d'avoir manipulé des preuves. Le dénombrement des disparus a commencé à partir de 1964, alors que le régime mexicain menait une « *guerre sale* » contre des groupes d'opposants politiques. Les disparitions forcées ont pris de l'ampleur à partir des années 2000, dans un contexte de violence liée au trafic de drogue.

L'ouest du Mexique secoué par un tremblement de terre de magnitude 7,7

Le Monde avec AFP - Publié le 20 septembre 2022 à 02h52

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/19/l-ouest-du-mexique-secoue-par-un-tremblement-de-terre-de-magnitude-7-4_6142320_3210.html

et aussi : Le Monde, par le Service vidéo du Monde - Publié le 20 septembre 2022 à 17h22

https://www.lemonde.fr/international/video/2022/09/20/mexique-pour-la-troisieme-fois-la-terre-tremble-un-19-septembre_6142437_3210.html

Le séisme a été ressenti jusque dans le centre de Mexico. Une personne est morte, a précisé le président Andres Manuel Lopez Obrador.

Magnitude 7,7 : un fort séisme a frappé l'ouest du Mexique, lundi 19 septembre, et a été ressenti jusqu'à Mexico, a informé l'Institut sismologique national. L'épicentre a été localisé vers le Pacifique, dans l'Etat du Michoacan (ouest), à plusieurs centaines de kilomètres de Mexico, à une profondeur de 15 km.

Le président Andres Manuel Lopez Obrador, citant un responsable de la marine, a fait état d'un mort dans l'Etat de Colima (ouest) à la suite de la chute d'une clôture dans un centre commercial.

La date du 19 septembre est récurrente dans l'histoire sismique du Mexique. Le 19 septembre 2017, un tremblement de terre de magnitude 7,1 avait provoqué la mort de 369 personnes. Le 19 septembre 1985, un séisme de magnitude 8,1 avait ravagé le centre de Mexico entraînant la mort de plus de 10 000 personnes.

Un exercice antisismique est d'ailleurs organisé chaque année dans la capitale par les autorités à l'occasion de ce double anniversaire. Les habitants sont invités à évacuer leur domicile et leur lieu de travail dès la première alarme, pour rejoindre des « *points de rencontre* » signalés dans chaque quartier.

Au moment du séisme, lundi, la maire de la capitale, Mme Claudia Sheinbaum, se trouvait encore au centre des opérations de la police d'où elle avait supervisé l'exercice annuel, moins d'une heure auparavant. « *Il n'y a rien qui nous dise scientifiquement que le 19 septembre soit un jour spécial en ce qui concerne les séismes* », a cru nécessaire de préciser la maire de Mexico, physicienne de formation. « *Le fait que trois tremblements de terre de magnitude supérieure à sept aient eu lieu le 19 septembre est une coïncidence. Il n'y a aucune raison scientifique qui l'explique* », a ajouté de son côté le centre sismologique national.

Le Mexique se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, où la rencontre des plaques tectoniques provoque une activité sismique élevée.

Nicaragua

Le Nicaragua s'isole de la scène internationale

Le Monde - Angeline Montoya - Publié le 03 octobre 2022 à 10h51

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/01/le-nicaragua-s-isole-de-la-scene-internationale_6144021_3210.html

Le président Daniel Ortega a expulsé l'ambassadrice de l'Union européenne, rompu les relations diplomatiques avec les Pays-Bas et refusé de recevoir le nouveau représentant américain.



Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, à Managua, le 28 septembre 2022. JAIRO CAJINA / AFP

Daniel Ortega défie le monde. L'ancien guérillero sandiniste a fait un pas de plus dans sa surenchère autoritaire et sa logique d'isolement en s'attaquant frontalement aux diplomates occidentaux. Les autorités nicaraguayennes ont ainsi expulsé l'ambassadrice de l'Union européenne (UE), rompu les relations diplomatiques avec les Pays-Bas et refusé l'entrée de l'ambassadeur des Etats-Unis.

Trois jours après avoir été déclarée « *persona non grata* », l'ambassadrice de l'Union européenne (UE) à Managua, Bettina Muscheidt, a quitté le pays, samedi 1^{er} octobre, par un vol à destination du Mexique, puis de Paris, a annoncé une source diplomatique européenne. Elle avait été convoquée le 28 septembre par le ministre des affaires étrangères du Nicaragua, Denis Moncada. Rien n'avait officiellement filtré de leurs échanges. Mais, selon la presse locale, M. Moncada avait motivé la décision de l'expulser par « *l'ingérence et le non-respect de la souveraineté nationale* » par l'UE.

« On lui a notifié oralement qu'elle devait quitter le pays le jour même, en violation complète de la convention de Vienne, explique une source diplomatique au Monde. Finalement, elle a obtenu de ne partir que samedi, mais elle a été forcée de rester chez elle jusque-là, donc assignée à résidence de

fait. » Dimanche soir, Josep Borell, chef de la diplomatie européenne a souligné dans un communiqué regretter « *profondément* » et rejeter une « *décision injustifiée et unilatérale* ».

Lundi 26 septembre, devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, la délégation de l'UE avait exhorté le régime à « rendre la souveraineté du Nicaragua au peuple nicaraguayen », à « restaurer la démocratie » et à « libérer de manière immédiate et inconditionnelle » les prisonniers politiques. Un discours qui aurait provoqué la colère de Managua. Quelque 200 opposants sont actuellement en prison ou en résidence surveillée. Vingt-trois d'entre eux ont commencé une grève de la faim.

Vendredi, ce sont les Pays-Bas qui ont fait l'objet des foudres d'un président aux abois, dont des dizaines de hauts fonctionnaires et de proches, y compris sa propre épouse, la vice-présidente Rosario Murillo, sont visés par des sanctions européennes et américaines, en représailles aux constantes violations des droits humains du gouvernement.

Managua a ainsi décidé de rompre les relations diplomatiques avec le gouvernement de La Haye, qualifié d'« *interventionniste* », de « *néocolonial* » et de « *pro-impérial* » après que son ambassadrice, Christine Pirenne, eut informé que les Pays-Bas renonçaient à financer la construction d'un hôpital dans le cadre de la coopération. M. Ortega a accusé Mme Pirenne, qui a regagné vendredi le Costa Rica, où elle est installée, d'avoir tenu « *un discours piétinant la dignité* » du peuple nicaraguayen.

Pérou

Le président péruvien, Pedro Castillo, visé par un recours constitutionnel

Le Monde avec AFP - Publié le 12 octobre 2022 à 11h29

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/12/le-president-peruvien-pedro-castillo-verse-par-un-recours-constitutionnel_6145393_3210.html

La procureure générale du Pérou accuse le chef de l'Etat de corruption, ainsi que deux de ses anciens ministres. Le Parlement, qui doit examiner ce recours dans les prochains jours, doit réunir 66 voix sur 130 pour suspendre M. Castillo.



Pedro Castillo, le président péruvien à Lima, le 5 octobre 2022. CRIS BOURONCLE / AFP

Pour la première fois au Pérou, un président en exercice est visé par un recours constitutionnel pouvant entraîner sa suspension.

« Je formule un recours constitutionnel contre José Pedro Castillo Terrones, en sa qualité de président de la République, comme auteur présumé de délits contre la tranquillité publique sous la forme d'une organisation criminelle aggravée par sa qualité de dirigeant », a écrit, mardi 11 octobre, Patricia Benavides, procureure générale, dans un document publié sur Twitter.

Ce recours, déposé au Parlement, vise également deux anciens ministres de Pedro Castillo, au pouvoir depuis quinze mois : Juan Silva, chargé des transports et des communications, et Geiner Alvarado, chargé du logement. Ils sont soupçonnés de trafic d'influence et considérés comme parties intégrantes à la présumée organisation criminelle pilotée par le président de gauche radicale.

« Il existe des preuves sérieuses de l'existence d'une organisation criminelle au sein du palais présidentiel ayant pour objectif de capter, contrôler et diriger des processus de passation de marchés afin d'obtenir des gains illicites », a relevé Mme Benavides, rappelant qu'il était de la « responsabilité exclusive et entière du Parlement de se prononcer sur le recours constitutionnel dans le cadre de la convention des Nations unies sur la corruption ».

Le Parlement doit examiner le recours dans les prochains jours. Il faudrait au minimum 66 voix sur 130 pour suspendre M. Castillo, dont l'alliance parlementaire de gauche a du plomb dans l'aile et ne réunit qu'un tiers des députés.

Le président de gauche radicale est cité dans six enquêtes. Il est soupçonné de diriger un réseau de corruption avec blanchiment d'argent et octroi de contrats publics au profit de proches et de responsables politiques. Protégé par son immunité présidentielle jusqu'à la fin de son mandat, en juillet 2026, il ne peut pas être renvoyé devant un tribunal, mais la justice peut mener des enquêtes le concernant.

Le dépôt du recours a eu lieu le même jour que la visite d'enquêteurs chez une sœur du président, dans un quartier populaire de Lima, à la recherche d'un neveu de Pedro Castillo, Gian Marco Castillo Gomez, aussi soupçonné d'appartenir à l'organisation criminelle.

Les logements de douze autres suspects, dont six élus de l'opposition accusés de collusion avec le gouvernement, ont également été perquisitionnés. Cinq anciens conseillers du président ont été placés en détention pour dix jours à l'issue de l'opération.

La belle-sœur de Pedro Castillo, Yenifer Paredes, âgée de 26 ans, a été condamnée à trente mois de détention préventive, à la fin d'août, pour son appartenance présumée à ce réseau. L'épouse du président de la République, Lilia Paredes, et deux de ses frères, Walter et David Paredes, font également l'objet d'enquêtes, et une procédure pour les empêcher de sortir du pays pendant trois ans est en cours.

Pedro Castillo nie toutes les accusations, affirmant être victime d'une campagne pour le chasser du pouvoir. La droite, majoritaire au Parlement, exige sa démission et a déjà tenté deux fois de le destituer.

Pérou : Une saison agricole secouée par la flambée des prix des engrais chimiques

Le Monde - Amanda Chaparro(Vallée de l'Urubamba (Cuzco), envoyée spéciale) - Publié le 08 septembre 2022 à 14h13

https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/09/08/perou-une-saison-agricole-secouee-par-la-flambee-des-prix-des-engrais-chimiques_6140725_3234.html

Le secteur, déclaré en état d'urgence, attend la mise en œuvre d'une réforme agraire.

Debout devant la parcelle communale, l'agriculteur Porfirio Vasquez, la soixantaine, scrute attentivement le tracteur semoir qui exécute de longs va-et-vient, creusant des sillons réguliers. Autour de lui, une vingtaine de personnes ; le travail aux champs est ici encore largement collectif. Dans quelques mois, les épis donneront du *choclo* blanc, une variété de maïs géant aux grains gros comme des fèves.

Dans la « Vallée sacrée » de Cuzco (sud-est du pays) – qui fut autrefois le grenier alimentaire des Incas (1438-1533) et qui assure encore la sécurité alimentaire des habitants de la région –, la saison des semailles a commencé début août. D'ici, sortiront plusieurs tonnes de céréales, essentiellement du maïs, destinées au pays et à l'exportation, ainsi que des fruits et des légumes. L'agriculture traditionnelle, avec ses charrues tirées par des bœufs, cohabite avec des cultures semi-intensives qui recourent largement aux intrants chimiques.

Ces derniers sont au cœur des préoccupations des agriculteurs. En particulier l'urée, principal engrais consommé dans l'agriculture péruvienne. « *Leur prix a été multiplié par trois depuis l'an dernier* », déplore M. Vasquez. Une conséquence des difficultés d'approvisionnement générées par la pandémie de Covid-19, puis par la guerre Russie-Ukraine – la Russie étant le premier exportateur mondial et le principal fournisseur du Pérou de ce fertilisant.

Le 19 mars, le gouvernement a déclaré le secteur agraire en état d'urgence pour cent vingt jours. Une mesure, étendue depuis au 31 décembre, qui doit permettre de débloquer des aides d'urgence. Le président, Pedro Castillo, a notamment promis un fonds de près de 1 milliard de soles (260 millions d'euros) pour garantir l'achat d'engrais azotés.

Mais après deux tentatives d'achat avortées sur les marchés internationaux, les agriculteurs n'ont finalement rien reçu. Vendredi 2 septembre, le gouvernement a annoncé un subside pour faciliter l'achat d'engrais qui devrait être versé à 370 000 producteurs à partir du 18 septembre. Pour beaucoup de paysans, ce sera déjà trop tard pour la saison, et cela ne calmera pas leur colère. D'importantes grèves du secteur ont secoué plusieurs régions du pays ces derniers mois. La dernière, les 18 et 19 juillet, a rassemblé un demi-million d'agriculteurs avec le mot d'ordre : « *Sauver la campagne agricole de 2022-2023.* »

Venezuela

La Colombie et le Venezuela normalisent leurs relations après plus de trois ans de rupture diplomatique

Le Monde avec AFP - Publié le 12 août 2022 à 04h14 Mis à jour le 12 août 2022 à 08h27

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/12/apres-plus-de-trois-ans-de-rupture-diplomatique-la-colombie-et-le-venezuela-normalisent-leurs-relations_6137826_3210.html

Voir aussi l'article au chapitre « [Colombie](#) ».

Les deux pays sud-américains ont annoncé qu'ils allaient réinstaller des ambassadeurs et réouvrir complètement leur frontière commune. Ce retour à la normale intervient après l'arrivée récente au pouvoir du nouveau président colombien de gauche, Gustavo Petro.



Le président colombien, Gustavo Petro, à Yumbo, le 10 août 2022. JOAQUIN SARMIENTO / AFP

Caracas avait rompu ses relations diplomatiques avec Bogota en février 2019, quand le président colombien de droite Ivan Duque n'avait pas reconnu la réélection de Nicolas Maduro et avait soutenu la proclamation du chef de l'opposition, Juan Guaido, comme président par intérim. M. Maduro a, par ailleurs, fait état de nombreuses reprises de supposés plans fomentés par M. Duque pour le renverser.

Outre l'échange d'ambassadeurs, le processus de normalisation prévoit la réouverture complète de la frontière de plus de 2000 km qui sépare les deux pays, totalement fermée aux véhicules depuis 2015 et réouverte seulement aux piétons depuis la fin de l'an dernier. Caracas et Bogota vont également rétablir leurs relations militaires.

MM. Petro et Maduro se sont déjà entretenus au téléphone, mais la présence de guérillas, de paramilitaires et de trafiquants de drogue sur la zone frontalière commune poreuse, que des millions de Vénézuéliens ont traversée pour fuir la crise, reste un sujet sensible.

Venezuela et Colombie renouent leurs relations diplomatiques, rompues depuis trois ans

Le Monde avec AFP - Publié le 29 août 2022 à 07h47

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/29/venezuela-et-colombie-renouent-leurs-relations-diplomatiques-rompues-depuis-trois-ans_6139320_3210.html

Voir aussi l'article au chapitre « [Colombie](#) ».



La phrase « Revenez bientôt, la Colombie vous attend » inscrite au-dessus du poste-frontière du pont Simon-Bolívar, qui ne permet plus aucun passage véhiculé depuis 2015 entre le Venezuela et la Colombie. Le 8 août 2022. MATIAS DELACROIX / AP

Le Venezuela et la Colombie ont renoué formellement leurs relations diplomatiques, rompues depuis trois ans, avec l'arrivée à Caracas dimanche 29 août de l'ambassadeur colombien désigné par le nouveau président, Gustavo Petro. « *Les relations avec le Venezuela n'auraient jamais dû être rompues, nous sommes des frères, et une ligne imaginaire ne peut nous séparer* », a tweeté l'ambassadeur Armando Benedetti.

Selon le diplomate, plus de 8 millions de Colombiens vivent du commerce bilatéral avec le Venezuela. L'un des objectifs de cette reprise des relations est de rétablir les activités commerciales entre les deux pays.

La chambre de commerce colombo-vénézuélienne prévoit des échanges commerciaux de 800 millions à 1,2 milliard de dollars en 2022, après avoir atteint environ 400 millions de dollars l'année précédente.

Venezuela : des experts de l'ONU dénoncent des crimes contre l'humanité dans la répression de l'opposition

Le Monde avec AFP - Publié le 20 septembre 2022 à 23h53

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/20/venezuela-des-experts-de-l-onu-denoncent-des-crimes-contre-l-humanite-dans-la-repression-de-l-opposition_6142469_3210.html

Les conclusions présentées mardi donnent des détails sur la chaîne de commandement et le rôle de plusieurs personnes dans « l'exécution d'un plan orchestré par le président Nicolas Maduro et d'autres hauts responsables pour supprimer l'opposition au gouvernement ».

Les experts de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela ont rendu, mardi 20 septembre, un rapport implacable pour les services de renseignement vénézuéliens.

« Nos enquêtes et analyses montrent que l'Etat vénézuélien s'appuie sur les services de renseignement et ses agents pour réprimer la dissidence dans le pays. Ce faisant, des crimes graves et des violations des droits humains sont commis, notamment des actes de torture et des violences sexuelles », dénonce la présidente de la mission d'enquête indépendante de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur le Venezuela, Marta Valinas.

La mission onusienne a documenté cent vingt-deux cas de victimes *« qui ont été soumises à la torture, à des violences sexuelles et/ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants »* perpétrés par des agents de la direction générale vénézuélienne du contre-espionnage militaire (DGCIM). *« Les violations des droits humains par les services de renseignement de l'Etat, orchestrées au plus haut niveau politique, se sont déroulées dans un climat d'impunité presque totale »,* a souligné Francisco Cox, membre de la mission, cité dans un communiqué.

Outre ses conclusions sur le rôle des services de renseignement, la mission publie également un rapport sur les crimes et exactions commis contre la population locale dans les zones du pays riches en or par *« des acteurs étatiques et non étatiques ».*

« Non seulement les autorités n'ont pas empêché et enquêté sur ces abus », mais elles en sont partie prenante, explique le document, mentionnant notamment le cas de Gran Sabana dans l'Etat de Bolivar. *« Dans [cette] municipalité, dans le sud de l'Etat, la mission a documenté en profondeur plusieurs cas où les forces de l'Etat ont attaqué des populations autochtones »,* tuant et torturant. *« Il s'agit notamment d'affrontements à la suite de la tentative de l'opposition d'acheminer de l'aide humanitaire vers Gran Sabana depuis le Brésil en 2019. »*

« La situation dans l'Etat de Bolivar et dans d'autres zones minières est profondément troublante. Les populations locales, y compris les peuples autochtones, sont prises dans la violente bataille entre l'Etat et les groupes criminels armés pour le contrôle de l'or », souligne Patricia Tappatá Valdez, membre de la mission.

La mission, créée en 2019, n'a pas le droit de se rendre au Venezuela et a dû conduire son enquête à partir des régions frontalières et par le biais d'entretiens à distance. Elle fonde ses conclusions dans ses deux rapports sur deux cent quarante-six témoignages confidentiels, *« y compris avec des victimes, des membres de leur famille et d'anciens employés des services de sécurité et de renseignement »,* ainsi que sur des dossiers et d'autres documents juridiques.

« Le Venezuela reste confronté à une profonde crise des droits humains », note Marta Valinas, qui demande à la communauté internationale de suivre de près les développements dans le pays *« pour faire progresser la justice, la responsabilité et le respect des droits humains ».*

Un « alarmant recul des libertés fondamentales » en Amérique latine

Le Monde - Par Angeline Montoya - Publié le 17 janvier 2022 à 11h13

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/17/un-alarant-recul-des-libertes-fondamentales-en-amerique-latine_6109795_3210.html

Deux rapports, dont celui de l'organisation Human Rights Watch, dénoncent l'érosion démocratique et les atteintes à l'Etat de droit dans de nombreux pays de la région.

L'année 2022 s'annonce sombre pour les droits humains et la démocratie en Amérique latine. Deux récents rapports dressent un bilan désolant de la situation politique, économique et sociale dans la région. L'organisation Human Rights Watch (HRW) et le Centre d'études internationales de l'Université catholique du Chili (CEIUC) alertent sur les défis qui attendent de nombreux pays du sous-continent, entre érosion démocratique, atteintes à l'Etat de droit et crise migratoire.

« Le recul alarmant des libertés fondamentales en Amérique latine nous oblige à défendre des espaces démocratiques que nous considérons comme acquis, explique dans un communiqué Tamara Taraciuk Broner, directrice par intérim pour les Amériques de HRW, à l'occasion de la publication, le 13 janvier, du [rapport mondial 2022 de l'organisation](#). Même des dirigeants arrivés au pouvoir par des élections démocratiques ont attaqué la société civile indépendante, la liberté de la presse et l'indépendance judiciaire. »

Et de citer en exemple le Brésil, dont le chef de l'Etat, Jair Bolsonaro, a « menacé le système démocratique » du pays en « tentant d'ébrécher la confiance dans le système électoral, la liberté d'expression et l'indépendance judiciaire ».

« La pandémie de Covid-19 a eu de dures conséquences, s'alarme, de son côté, le CEIUC, dans son rapport "[Risques politiques en Amérique latine 2022](#)". Vingt millions d'emplois ont été détruits, les niveaux de travail informel ont explosé, l'inégalité a augmenté et la pauvreté touche près d'un tiers [de la population]. » Certains gouvernements, relèvent les deux organisations, ont utilisé la pandémie comme prétexte pour concentrer plus de pouvoirs, limiter la liberté de la presse et violer les droits humains.

Au Venezuela, l'espoir de retrouver des survivants est quasi nul après le glissement de terrain qui a fait 43 morts et 56 disparus

Le Monde avec AFP - Publié le 11 octobre 2022 à 10h34 Mis à jour le 12 octobre 2022 à 01h45

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/11/au-venezuela-l-espoir-de-retrouver-des-survivants-s-amenuise-apres-le-glissement-de-terrain-qui-a-fait-au-moins-36-morts_6145306_3210.html

Les pluies torrentielles ces derniers jours ont provoqué le débordement de ruisseaux et des glissements de terrain à Las Tejerias, située à flanc de montagne.



La zone touchée par un glissement de terrain lors de fortes pluies à Las Tejerias, au Venezuela, le 10 octobre 2022. YURI CORTEZ / AFP

Les équipes de secours ont perdu espoir, mardi 11 octobre, de retrouver des survivants parmi les personnes portées disparues dans une coulée de boue à Las Tejerias, une petite ville du centre nord du Venezuela.

Quarante-trois corps ont été retrouvés et « *il y a encore un nombre important de personnes disparues : 56 personnes. Nous atteignons presque une centaine de victimes ayant trouvé la mort dans cette tragédie, cette catastrophe naturelle* », a affirmé le président vénézuélien Nicolas Maduro à la télévision d'état VTV.

Ce pays fait face à des précipitations exceptionnelles depuis le mois de septembre. Les pluies torrentielles ces derniers jours ont provoqué le débordement de ruisseaux et des glissements de terrain à Las Tejerias, une ville de 50 000 habitants située à flanc de montagne. De nombreuses maisons et commerces ont été détruits par la coulée de boue qui a tout emporté sur son passage. Le président Maduro a visité la zone lundi. « *Nous emportons avec nous la douleur, la clameur, le désespoir, les larmes du peuple, mais ils doivent savoir que Tejerias se relèvera comme le phénix, Tejerias renâtra* », a-t-il lancé. Il a promis de reconstruire tous les commerces et les maisons détruits.

Le ministre de l'intérieur, Remigio Ceballos a évoqué « *une quantité record de précipitations* » tombée sur la ville. « *Ces fortes pluies ont saturé le sol* », avait-il ajouté, les attribuant au « *changement climatique* » et au passage de l'ouragan Julia au nord du Venezuela.

Selon les experts, le glissement de terrain de Las Tejerias est à la fois la conséquence d'une longue période de précipitations due au changement climatique mais aussi d'une urbanisation anarchique avec des habitations construites dans des zones à risques.

Outre la catastrophe de Las Tejerias, des inondations et des glissements de terrain se sont produits dans plusieurs autres endroits du pays pendant le week-end, notamment dans l'Etat de Zulia, berceau pétrolier du Venezuela, ou à Choroní sur la côte caraïbe.



Des nonnes transportent de l'aide humanitaire à distribuer aux victimes du glissement de terrain à Las Tejerias, au Venezuela, le 10 octobre 2022. MIGUEL ZAMBRANO / AFP

Nature

Sur l'île de Pâques, les célèbres statues moais ont subi de graves dommages, parfois « irrémédiables », à la suite d'un incendie

Le Monde avec AFP - Publié le 10 octobre 2022 à 10h41

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/08/sur-l-ile-de-paques-les-celebres-statues-moais-ont-subi-des-dommages-irreparables-apres-un-incendie_6144954_3210.html

Un cinquième des sculptures moais, inscrites au Patrimoine mondial de l'humanité, ont été abîmées par le feu qui a ravagé le Parc national Rapa Nui.



Une des statues abîmées par l'incendie de Rapa Nui, le 6 octobre 2022. - / AFP

Environ 80 statues moais, emblématiques de l'île de Pâques, ont été endommagées, parfois de manière « irrémédiable », par un incendie qui s'est déclaré en début de semaine dans l'île située à 3 500 kilomètres des côtes chiliennes. « *L'incendie de la carrière du volcan Rano Raraku a été éteint (...), causant toutefois des dommages irréparables au Patrimoine culturel de l'humanité* », a déclaré vendredi 7 octobre le président chilien, Gabriel Boric.

Une centaine d'hectares du Parc national Rapa Nui ont été dévastés. Le feu a atteint la zone du volcan Rano Raraku, et la carrière où l'ancienne civilisation indigène Rapa Nui fabriquait ses statues moais. On y compte 416 de ces sculptures à différents stades de fabrication.

Le maire de l'île, Pedro Edmunds, a expliqué que les flammes avaient progressé rapidement du fait du manque de gardes dans le parc, et a dénoncé « *l'abandon de l'île* » par le gouvernement. En raison de la géographie, les engins des pompiers n'ont pas pu accéder au site même de l'incendie, vraisemblablement d'origine criminelle. « *Cet incendie a été provoqué par les éleveurs de bétail pour les pâturages. Tout l'indique* », a déclaré le ministre de l'agriculture chilien, Esteban Valenzuela.

Isolée au milieu du Pacifique, à 3 500 km des côtes chiliennes, l'île de Pâques, de culture polynésienne, est mondialement connue pour ses impressionnants mégalithes à la mystérieuse origine, classés au Patrimoine mondial par l'Unesco. Avant la pandémie, l'île, dont le tourisme est le principal moyen de subsistance, accueillait 160 000 visiteurs par an.

Sécheresse chronique, accaparement de l'eau : au Chili, les avocats de la colère

Le Monde mag - Publié le 09 octobre 2022 à 11h49

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2022/10/08/secheresse-chronique-accaparement-de-l-eau-au-chili-les-avocats-de-la-colere_6144945_4500055.html

Dans la province de Petorca, le fleuve s'est tari et les habitants en sont réduits à recueillir la brume pour leur consommation d'eau. Pourtant, les vastes étendues d'avocatières sont toujours aussi florissantes, attisant la rancœur d'une partie de la population.

Le fleuve *La Ligua* n'est plus qu'un souvenir. Ici, dans la province rurale de Petorca, à 150 kilomètres au nord de la capitale chilienne, pendant longtemps, les gamins ont passé leur dimanche d'été à plonger dans le *río*, à se défier à la nage. Aujourd'hui, son lit reste vide. Sur 100 mètres environ, de rive à rive, des pierres grises à nu et une terre maronnasse. L'un des visages de la *méga sécheresse*, conséquence du dérèglement climatique, qui a débuté il y a plus de douze ans et qui frappe maintenant plus de la moitié des communes du Chili.

Le désert du Nord avance vers le Sud, transformant certaines provinces, comme Petorca, en zones semi-arides. Trop maigres, déshydratées, les chèvres et les vaches des petits éleveurs meurent. Les nappes phréatiques agonisent. Les cours d'eau s'assèchent, puis s'éteignent.

Pourtant, un peu plus bas dans la vallée, il est difficile de manquer ces étendues d'un vert éclatant, surtout l'été. Dans la région, on les aperçoit un peu partout sur des dizaines d'hectares verdoyants, en dépit de la sécheresse. Bienvenue dans l'eldorado des avocatières ! C'est la variété *Hass*, originaire de Californie, qui est ici cultivée quasiment partout. Sa peau plus épaisse que les espèces locales la vouit à un brillant avenir à l'export, et les agriculteurs ont commencé à la planter massivement dans les années 1990 et 2000, changeant la face de la région de Valparaíso (où se trouve la province de Petorca).

Plus de la moitié de la production – soit 217 000 tonnes au total en 2021 – est vendue à l'étranger. Particulièrement gourmands, les avocatières réclament 410 litres pour chaque kilo de fruits produits. « *Au Chili, il y a eu une surexploitation de l'eau de la part des producteurs agricoles par rapport aux ressources disponibles* », relève Rodrigo Fuster, ingénieur agronome à l'université du Chili, à Santiago.

A cinq kilomètres de La Ligua, la *Quebrada del pobre*, littéralement, « la vallée du pauvre ». Juana Olivares, l'une de ses habitantes, y attrape les nuages. Cette retraitée de 66 ans a installé sur le toit de son abri de jardin un système artisanal, constitué d'une toiture en pente, qui capte les gouttelettes de la brume, les conduits dans une gouttière puis un réservoir d'eau. Cela permettra d'arroser les pots qu'elle a installés sous une serre ; l'arrière de sa maison regorge de plantes médicinales, une activité qu'elle a lancée il y a quatre ans, en complément de sa petite retraite.
